



Les Pyrénées
Parc National

**AUTORISATION DE SURVOL
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
- autorisation numéro 2021-83**

Pétitionnaire : Club alpin français Lourdes-Cauterets, propriétaire du refuge des Oulètes de Gaube

Adresse : 1 place de la République « Le Lavedan » - 65100 LOURDES

Nature de la demande : survol motorisé en zone cœur du Parc national des Pyrénées

Localisation : zone cœur du Parc national des Pyrénées en vallée de Cauterets (Hautes-Pyrénées)

Dossier suivi par : Hélène Gabin – Mission d'Appui aux services

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses article L.331-4-1 et R.331-19-2,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret n°2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*),

Vu la demande d'autorisation spéciale de survol déposée le 25 mai 2021 par le Club alpin français Lourdes-Cauterets, représenté par Monsieur Michel ESCALE, responsable de la Commission Refuges,

Considérant que les activités et travaux décrits dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE

Article 1 – Survol autorisé

Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise le Club alpin français Lourdes-Cauterets, représenté par Monsieur Michel ESCALE à organiser un survol de la zone cœur du Parc national dans les conditions suivantes :

- Dates du survol : lundi 7 juin 2021 à partir de 8 heures
- Point de départ : DZ – Pont d’Espagne
- Point d’arrivée : DZ – Refuge du Clot
- Objet du survol : approvisionnement du refuge des Oulètes de Gaube
- Moyens aériens : Société HDF
- Nombre de rotations : 1 rotation

En cas d’impossibilité de réaliser le vol à cette date, le pétitionnaire s’engage à prévenir le Parc national des Pyrénées de la date de report.

Article 2 – Prescriptions particulières en zone cœur du Parc national des Pyrénées

La réglementation du Parc national s’appliquera sans réserve sur toute la durée de l’activité.

- Les vols devront être effectués le plus haut possible, en suivant préférentiellement l’axe des vallées.
- Les vols doivent être directs, et les atterrissages et décollages les plus verticaux possibles.
- Les franchissements au raz des crêtes doivent être évités
- Le vol en rase motte est interdit
- Le vol restera éloigné des barres rocheuses et des lisières forestières (>300m)
- Les Zones de Sensibilité Majeure actives doivent être évitées

Plan de vol :



Article 3 – Contrôles

Les agents assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Le non respect des dispositions de la présente autorisation pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à des poursuites.

Article 4 – Autres réglementations

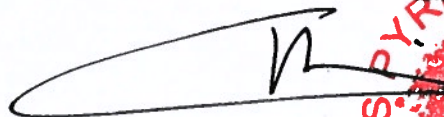
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans l'espace cœur du Parc national des Pyrénées. Elle ne se substitue pas aux obligations et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Article 5 – Publicité

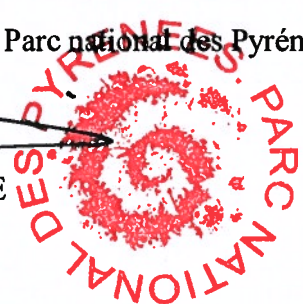
La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées, disponible sur www.pyrenees-parcnational.fr

Fait à Tarbes, le 27 mai 2021

Le Directeur du Parc national des Pyrénées



Marc TISSEIRE



Copie : UT Bigorre / secteur Cauterets

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux, formulé par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

